

## **Quelques réflexions après cette longue séquence électorale**

Bernard Calabuig

### **Une nouvelle ère**

La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle ouvre une nouvelle ère politique. Il ne s'agit pas d'une simple alternance, à l'intérieur même de la droite pour une poursuite de la politique Raffarin/Villepin, mais d'une rupture franche. L'adhésion par une majorité de Français à un projet de société, à une vision politique cohérente, déclinée par un ensemble de propositions, provient du fait qu'ils ont donné le sentiment à nos concitoyens d'être des réponses à leurs préoccupations et aux défis de notre temps.

Cette élection marque la fin d'un cycle d'alternance droite/gauche qui perdure depuis le début des années 80.

Sarkozy fait entrer la France dans l'ère du capitalisme mondialisé, au moyen d'une contre-révolution libérale dans toute sa dimension, sur le plan social, économique et idéologique.

Sarkozy l'emporte en unifiant tous les courants de la droite française face à une gauche incapable de proposer un projet alternatif. La victoire de la droite est d'autant plus amplifiée que le projet du parti socialiste est inexistant et que la dynamique à gauche est absente, du fait de sa division.

Sarkozy réussit car il a en face de lui une gauche d'adaptation qui a renoncé depuis longtemps à la rupture avec le capitalisme et aux débats idéologiques. La gauche n'a pas perdu la bataille des idées, elle a renoncé à la mener. Elle s'est inscrite dans le politiquement correct et le raisonnable, faisant la preuve de son impuissance. Chacun a en mémoire les propos de Jospin, synonymes de tous les renoncements: « économie de marché oui, société de marché non ».

Sarkozy dit « avec la volonté politique on peut tout ». Face à une gauche qui baisse les bras, il revalorise d'une certaine façon la politique et l'intervention humaine.

C'est aussi l'explosion de l'ensemble du paysage politique. La structuration de la vie politique autour du rapport gauche/droite classique, avec la domination des quatre partis (PC, PS, UMP, UDF), avec à côté l'existence du FN, est remise en question. Une recomposition de grande ampleur du paysage politique est désormais en route.

Le deuxième tour des élections législatives marque un rééquilibrage en faveur de la gauche, le parti communiste en a, dans une moindre mesure, bénéficié.

Je me félicite que nous retrouvions un groupe à l'Assemblée nationale, c'était un enjeu de cette élection, ce qui nous permettra de bénéficier d'une tribune politique de dimension nationale. Cependant, les questions lourdes posées à l'issue de l'élection présidentielle demeurent.

Les législatives ne nous exonèrent pas d'une véritable remise à plat chez nous et plus généralement à gauche. Chez nous, au parti communiste, car si la tendance continue au déclin a été contenue dans ces élections législatives, elle n'est pas pour autant interrompue et l'écart se creuse même entre les zones d'implantation restées fortes et la très grande majorité des circonscriptions où l'influence communiste est devenue marginale : depuis 1997, le PCF a perdu la moitié de son potentiel électoral dans 400 circonscriptions, il ne reste stable ou progresse que dans 13 circonscriptions.

La forte abstention du premier tour nous a été favorable. On peut facilement imaginer ce qui en serait advenu avec une participation électorale aussi forte qu'à la Présidentielle. Inséparablement de la question du communisme, doit être posée celle de la gauche. Alors que faire ? Comment aborder la période présente ? Quels sont les enjeux ?

**L'enjeu aujourd'hui est le suivant** : la structuration d'une vie politique dominée par le face à face ultra-libéralisme/social-libéralisme ou la construction d'un pôle de transformation sociale à vocation hégémonique à gauche.

Le deuxième tour des élections législatives ne peut faire oublier la sévère défaite de la gauche. La gauche radicale est émiettée, divisée comme jamais. Sa faiblesse électorale a

privé la gauche socialiste de réserves suffisantes pour le second tour de l'élection présidentielle. La gauche, dans son ensemble, atteint un niveau historiquement bas au premier tour des deux élections.

Le parti communiste n'a pas été, une fois de plus, en capacité de lancer une dynamique neuve dans l'espace politique, laissant notre peuple sans perspective politique. Coincée entre le vote utile d'un côté et le vote protestataire de l'autre, la posture de la candidate communiste fut vite illisible. Au final, nous sommes sanctionnés mais la sanction va au-delà, c'est toute la gauche radicale qui est lourdement sanctionnée.

**A partir de là comment faire ?** Que reste t-il du mouvement antilibéral et des structures qu'il s'est données ? Peu de chose.

On ne peut plus parler aujourd'hui du mouvement des collectifs. Ils sont éclatés, divisés entre les comités Bové et ceux qui ont tenté de pérenniser le mouvement initial.

Faut-il pour autant tout jeter ? Non. Nous devons continuer à travailler dans le respect de leur diversité avec les hommes et les femmes qui se sont sincèrement engagés dans ce mouvement, mais rien de neuf ne naîtra aujourd'hui du côté de ces structures. Il ne s'agit pas de reprendre le travail là où nous l'avons laissé à Saint-Ouen le 9 décembre. Nous ne sommes plus dans la même situation et l'élection de Sarkozy nous impose de nouvelles ambitions. Mais cela ne veut pas dire que rien n'est possible, l'échec du rassemblement antilibéral ne doit pas nous conduire à tourner la page et attendre des jours meilleurs qui, en l'absence d'initiatives politiques audacieuses, ne viendront probablement jamais. S'il en était ainsi, nous nous accoutumerions à la marginalité et à terme ce serait la disparition pure et simple.

Autrement dit, je ne crois pas à la continuité du PCF en l'état. Nous avons vécu ces dix dernières années deux échecs, celui de la gauche plurielle et celui de la construction antilibérale.

Soit nous considérons que le face à face libéralisme et social-libéralisme est inéluctable, dans ce cas, nous devons nous accommoder d'une gauche recentrée, et accepter que notre rôle se réduise à l'accompagner ou au mieux à en être un aiguillon. Ou alors nous affirmons notre disponibilité pour contribuer avec d'autres à créer des dynamiques de transformation, jusqu'à aller à la constitution d'une force antilibérale à vocation majoritaire.

### **La fondation d'une gauche à gauche**

La question désormais posée est celle de la fondation d'une vraie gauche, d'une force politique capable de porter un autre projet de société, une force capable de jouer au cœur de l'espace politique.

Le Parti communiste a décidé d'un congrès extraordinaire pour l'automne prochain, un congrès ouvert, afin d'engager un grand débat. Pour que celui-ci soit vrai et utile, aucune question ne doit être esquivée. Plusieurs options sont déjà dans le débat. L'option portée par des camarades, dont Jean-Claude Gayssot, qui tend à la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale. Je lis aussi attentivement ce que proposent Pierre Blotin et les amis de Robert Hue : reprise de la mutation et création d'un nouveau parti communiste, pendant que d'autres, communistes unitaires, mais pas seulement, souhaitent la constitution d'une nouvelle dynamique de mise en convergence des forces politiques de transformation sociale dans laquelle l'organisation communiste aurait sa place en tant que telle. Toutes ces recherches, ces options, à partir du moment où elles se manifestent par une pensée construite et argumentée, doivent être parties intégrantes du débat du congrès.

Pour ma part, je suis intéressé par les espaces de débat qui s'ouvrent, surtout lorsqu'ils ne sont pas autocentrés sur nous-mêmes. «Gauche avenir» en est un, je ne suis pas signataire de l'appel, mais je me retrouve dans son esprit.

Je pense qu'il est nécessaire de travailler dans le sens d'une nouvelle force politique à gauche de caractère antilibéral à vocation majoritaire. Les processus qui y conduiront seront certainement longs, ils ne devront pas dissocier la définition de l'espace politique de celle de la co-élaboration du projet de transformation.

### **La définition de l'espace**

L'espace doit aller de la gauche socialiste à l'extrême gauche unitaire. Il doit englober sans aucune hiérarchie : associations et citoyens issus du mouvement social. L'organisation

communiste devra y être préservée, le courant communiste doit vivre avec les autres courants de transformation et aussi de façon séparée.

Peu importe pour l'instant la forme que cette force prendra dans le futur, coalition, confédération ou fédération, il est impossible dans ce type de construction de tout prévoir à l'avance. Ce dont je suis sûr, c'est que cette construction doit être citoyenne, c'est-à-dire le contraire d'accords de sommet ou d'appareil. Nous devons nous enrichir des expériences d'autres mouvements européens. Ainsi ce qui se passe en Allemagne est d'une portée considérable, il s'agit d'un événement majeur qui intéresse toute la gauche de transformation européenne et au-delà. La constitution officielle du « Die Linke », le parti issu de la fusion du PDS, du Linkspartei et de l'Alliance électorale pour la justice sociale, est susceptible de poser les bases pour une dynamique nouvelle à gauche en Allemagne. Ce ne sera pas sans conséquences sur les rapports de forces politiques en Europe. Cela mérite une analyse rigoureuse de notre part.

Certes, nous ne sommes pas à la recherche d'un modèle, notre histoire n'est pas celle de nos voisins allemands. Il serait néanmoins dommageable que nous soyons les derniers en Europe à nous engager dans la novation et la créativité politique.

### **Ne pas dissocier définition de l'espace et co-élaboration du projet**

Le projet ne peut être dissocié de la construction politique. Cela suppose, d'une part, que nous cessions de confondre propositions et projet de société - une accumulation de propositions, aussi pertinentes soient-elles, ne donne pas nécessairement du sens et de la prospective - et d'autre part, que nous acceptions que le projet communiste ne soit pas **le** projet de la transformation sociale, autour duquel tout le monde devrait se rallier. Ce dernier ne deviendra une force matérielle que s'il résulte d'une construction commune aux forces qui s'engagent dans ce processus. Il devra être alimenté de l'apport du communisme français, de la culture du socialisme de gauche, de l'alter-mondialisme, du féminisme, de l'alter-écologisme, de l'apport du syndicalisme et du mouvement associatif. Il ne doit pas être un catalogue de propositions. Ce qui fut une des limites du mouvement antilibéral est de n'avoir pas su produire autre chose que 125 propositions, une nouvelle version appauvrie du programme commun de 1972. Le projet doit dessiner les contours d'une société qui s'inscrit dans le processus de dépassement du capitalisme et l'abolition de toutes les formes de dominations. Nous devons donner corps à une dimension concrète de l'utopie.

Je ne prendrai qu'un exemple : la démocratie participative est un thème à la mode pas seulement au PS, chez les communistes aussi, mais quel sens y donnons-nous ? S'agit-il d'une consultation plus poussée pour que les citoyens donnent leur avis et que les élus décident ? Un moyen de gestion du pouvoir local ? Ou le moyen d'accorder du pouvoir aux citoyens pour donner plus de force à leur intervention et créer ainsi les dynamiques qui alimenteront le processus qui, nous l'espérons, conduira au dépérissement de l'Etat et des institutions ?

Faut-il par exemple, seulement batailler sur les moyens pour la dépense sociale ou faire vivre l'idée qu'elle est un levier pour tout développement de la société ?

Les questions posées ne concernent pas les seuls communistes, l'avenir de la gauche dépendra aussi des réponses que nous apporterons. Une chose me semble sûre : vu l'état des forces qui composent la gauche, rien ne peut se faire sans l'apport du communisme français en tant que courant politique et cet apport ne peut exister sans organisation collective, pour le faire vivre et le faire évoluer.

C'est dire que nous avons besoin d'un parti communiste, lui aussi refondé.